fr

Press release | 23.11.2011

Santé et sécurité au travail

Vote d'une résolution sur la santé et la sécurité au travail: mention bien, mais peut mieux faire

La commission parlementaire de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen a adopté aujourd'hui, avec une large majorité de 36 voix contre deux, une résolution évaluant à mi-parcours la Stratégie européenne 2007-2012 pour la santé et la sécurité au travail.

Pour **Karima Delli**, députée européenne Europe Ecologie-Les Verts et rapporteure pour ce texte au sein de la commission parlementaire de l'emploi et des affaires sociales :

"Je me félicite du vote de mon rapport dont la version finale a reçu un très large soutien. Contrairement à l'évaluation quelque peu biaisée et restrictive qui a été menée par la Commission européenne, nous, députés européens, avons décidé de mettre un maximum de sujets sur la table, et surtout ceux qui fâchent !

Je me félicite notamment de notre demande de législation européenne pour protéger les lanceurs d'alerte, ces individus qui n'hésitent pas à se confronter à leur hiérarchie pour alerter légitimement sur des risques nouveaux mettant à mal leur santé ainsi que celle des autres.

Nous mettons aussi en exergue les risques psycho-sociaux, qui ont tendance à exploser ces dernières années notamment en raison d'une mauvaise organisation du travail ou de l'insécurité de l'emploi. Il existe un bon accord concernant le stress au travail, négocié en 2004 par les partenaires sociaux. Nous demandons maintenant à la Commission de faire des propositions pour que les Etats Membres qui ne l'ont pas encore mis en œuvre le fassent dans les plus brefs délais.

Nous critiquons aussi les stratégies nationales mises en place dans les Etats Membres, lorsqu'ils daignent le faire, qui ne mettent pas toutes en place des objectifs de lutte contre les maladies professionnelles. D'ailleurs, nous demandons à la Commission d'agir promptement lorsque des infractions à la législation communautaire sont constatées dans tel ou tel Etat membre.

Nous revendiquons beaucoup plus de place laissée au dialogue social et à l'implication directe des travailleurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de prévention.

Nous n'oublions pas que les hommes et les femmes ne sont pas impactés de la même manière par les maladies et accidents professionnels, et demandons à la Commission européenne d'en tenir compte dans toutes ses propositions.

Nous n'oublions pas non plus le problème clé qui est posé par l'amiante. En effet, cette substance mortelle subsiste aujourd'hui encore dans de nombreux bâtiments. Nous demandons à chaque Etat Membre d'aller plus loin et plus vite via leurs stratégies nationales pour se débarrasser enfin de l'amiante, car la situation actuelle est scandaleuse.

En revanche, notre proposition d'alerter sur les dangers de la sous-traitance en cascade a été tuée dans l'œuf par une majorité conservatrice-libérale, qui s'est non seulement opposée à une législation pour réguler ce type de méthode, mais qui est allée jusqu'à y supprimer toute référence !"

Recommended

Press release

Photo by Julian on Unsplash

[Win for consumers with new bank liability, but fight a…]

27.11.2025

Job

Sergey Lagodinsky

[Stakeholder Engagement Officer: Social Justice (matern…]

20.11.2025

Press release

josue-isai-ramos-figueroa-unsplash

[Greens/EFA welcome Court ruling on Minimum Wage Direct…]

11.11.2025

Policy Paper

©aboodi-vesakaran

AFFORDABLE, SUSTAINABLE AND DECENT HOUSING FOR ALL

24.09.2025

Responsible MEPs

Karima Delli

Member

Please share

- E-Mail